



HAL
open science

De quelques idées reçues sur la "dédiabolisation" et le "populisme" du Front national

Alexandre Dézé

► To cite this version:

Alexandre Dézé. De quelques idées reçues sur la "dédiabolisation" et le "populisme" du Front national. *Revue Espaces Marx*, 2013, Les Janus de l'extrême droite. Ressorts idéologiques et stratégiques des droites nationalistes et xénophobes, 34. hal-03234607

HAL Id: hal-03234607

<https://hal.umontpellier.fr/hal-03234607v1>

Submitted on 25 May 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

- Dossier

De quelques idées reçues sur « la dédiabolisation » et « le populisme » du Front national

Alexandre Dézé

*Maître de conférences en science politique à l'Université de Montpellier 1
Chercheur au CEPEL.*

« Choc », « séisme », « tremblement de terre », « tempête », « vague »... les métaphores catastrophistes n'ont pas manqué pour qualifier les résultats du Front national aux élections municipales et européennes de 2014. Il faut reconnaître que le parti d'extrême droite français n'avait jusqu'à présent jamais obtenu de tels scores. Aux municipales, les listes frontistes ont souvent dépassé les 30% des suffrages, permettant au FN de décrocher 11 villes et de faire élire 1546 conseillers. Aux européennes, le FN est arrivé largement en tête devant l'UMP et le PS, terminant en tête dans 5 des 8 circonscriptions hexagonales, 16 des 22 régions métropolitaines et 71 des 101 départements. En définitive, ce sont 24 eurodéputés FN qui siègeront au Parlement de Strasbourg.

Aussi remarquables soient-ils, ces résultats gagnent à ne pas être surévalués. Concernant les élections municipales, il convient de

rappeler que le FN est resté absent du premier tour dans 35400 communes de France (sur 36700) ; que son score, rapporté au niveau national, ne représente que 4,7% des suffrages (comme en 1995) ; que dans les 415 villes de plus de 10 000 habitants où il présentait des listes, il a obtenu un résultat légèrement inférieur en voix à celui de Marine Le Pen à l'élection présidentielle de 2012¹ ; que ses élus ne représentent que 0,2% de l'ensemble des conseillers municipaux en France... Concernant les européennes, il faut préciser que ce ne sont pas 25% des Français qui ont apporté leur soutien au FN – comme on a pu l'entendre dans plusieurs commentaires – mais 25% des votants (soit 4,6 millions d'électeurs, c'est-à-dire 10% du corps

¹Rapporté au total des inscrits, le résultat des municipales représente un recul de 4 points (de 12% à 8%) par rapport à la présidentielle de 2012. Cf. Céline Braconnier, Jean-Yves Dormagen, « Ce que s'abstenir veut dire », *Le Monde diplomatique*, n°772, mai 2014.

électoral français) et que les élections européennes fonctionnent comme des élections « défouloir », ce qui peut avoir conduit certains électeurs à faire des choix hétérodoxes par rapport à leurs habitudes de vote et expliquer une partie des résultats frontistes.

De fait, il est important de rappeler que le Front national ne constitue toujours pas le « premier parti de France », comme le proclament ses dirigeants : sa représentation au niveau municipal reste fragmentaire, tout comme elle demeure très relative au niveau régional (110 conseillers), départemental (2 conseillers généraux) ou même parlementaire (2 députés, aucun sénateur). De la même manière, il paraît abusif de parler de « vague mariniste » voire même plus largement, au niveau européen, de « vague populiste »². Non seulement le FN a connu

² Cette expression, qui resurgit à intervalles réguliers depuis une vingtaine d'années et qui a encore été abondamment employée par les commentateurs politiques à l'issue du scrutin européen de 2014 (voir par exemple *Le Courrier international*, 27 mai 2014 ; *L'Express*, 26 mai 2014 ; *La Croix*, 27 mai 2014 ; *Le Nouvel Observateur*, 29 mai 2014 ; *Les Échos*, 31 mai 2014), postule une homogénéité non seulement des partis désignés comme « populistes » mais également de leur évolution au niveau européen, homogénéité qui ne trouve qu'un faible écho dans la réalité. D'une part, des partis d'extrême droite nationaliste comme le Jobbik en Hongrie n'ont que peu à voir avec des partis conservateurs eurosceptiques comme l'Ukip au Royaume Uni, qui ne sont eux-mêmes guère

plusieurs phases de flux mais aussi de reflux électoral au cours de son histoire, mais en outre, il est tout sauf un phénomène nouveau dans la vie politique française. On tend ainsi à oublier – sans doute en raison des difficultés qu'il a rencontrées dans les années 2000 – que ce parti existe depuis plus de quarante ans. Son émergence politique date du milieu des années 1980 et, depuis lors, son niveau électoral se situe entre 15 et 20 % des suffrages exprimés au niveau national.

Il est en revanche évident que le FN s'inscrit dans une dynamique politique renouvelée depuis que Marine Le Pen en a été élue à la présidence lors du congrès de Tours, en janvier 2011. Comment expliquer cette vigueur politique retrouvée ? Est-ce parce que le Front national aurait changé, qu'il se serait « dédiabolisé », comme on peut le lire ou l'entendre régulièrement dans les

assimilables à des partis néo-nazis comme l'Aube dorée en Grèce, que l'on ne saurait comparer à leur tour à des partis national-populistes comme le FN, etc. Et d'autre part, le succès de ces formations que l'on agrège comme si elles formaient un tout apparaît très variable. Pour prendre certains des résultats des dernières élections européennes : là où le FPÖ autrichien a recueilli 19% des voix, Romania Mare en Roumanie n'a fait que 2,5%; là où le Parti populaire danois a obtenu 26%, le Parti pour la liberté néerlandais n'a atteint que 12%. Voir sur ce point l'analyse précieuse de Jean-Yves Camus, *50 nuances de droite. Typologie des radicalités politiques en Europe*, Observatoire des radicalités politiques, Fondation Jean Jaurès, mai 2014.

médias depuis trois ans ? Faut-il dès lors envisager de le qualifier de « populiste » plutôt que d'« extrême droite » ? Autant de questions auxquelles je propose ici d'apporter quelques éléments de réponse.

Le renouveau de la dynamique FN depuis 2011 : quelques hypothèses explicatives

La résurgence politique du FN depuis 2011 apparaît d'autant plus remarquable que le Front national était donné pour « mort » par certains observateurs à la fin des années 2000. Ce renouveau s'explique tout d'abord par un ensemble de causes conjoncturelles déjà repérables au moment de ses premiers succès électoraux, il y a trente ans : crise économique et sociale, rejet du politique, déceptions et ressentiments vis-à-vis de l'exécutif socialiste, mouvement de réactions conservatrices au programme progressiste de la gauche, critique de l'État-providence, politisation des thématiques de l'immigration et de l'insécurité, etc. Ces données contextuelles sont toujours présentes aujourd'hui, elles se sont même amplifiées, et comme hier, elles favorisent l'audience électorale du FN.

Il faut ensuite prendre en considération toute une série de causes endogènes, c'est-à-dire propres au FN : les effets de nouveauté liés au renouvellement du leadership (le premier en

quarante ans d'existence politique) ; les qualités « charismatiques » qui sont prêtées à Marine Le Pen ; le travail d'implantation au niveau local ; l'intense activité de mobilisation électorale, tant sur le terrain que sur les réseaux sociaux ; la stratégie de « dédiablement » du parti, qui n'a cependant rien d'inédit, comme on le verra ultérieurement.

Mais il faut encore insister sur un dernier facteur : l'effet de légitimation lié à la reprise des thèses frontistes par un certain nombre d'acteurs issus du champ politique institué. Or ceux qui s'évertuent à plagier les idées du FN en pensant en retirer des gains électoraux seraient bien avisés de lire les travaux de Kai Arzheimer³. En se basant sur des données d'enquêtes réalisées dans quatorze pays d'Europe au cours de ces vingt dernières années, ce chercheur allemand a en effet démontré qu'à chaque fois qu'un parti établi reprenait à son compte les thèses de l'extrême droite sur l'immigration, c'est l'extrême droite qui se trouvait en être la principale bénéficiaire au niveau électoral. Or, de ce point de vue, il faut bien admettre que ce n'est pas tant le FN qui a changé que les prises de position à son égard et à l'égard de ses idées. On a en effet clairement assisté au cours de

³Kai Arzheimer, « Contextual Factors and the Extreme Right Vote in Western Europe, 1980-2002 », *American Journal of Political Science* vol. 53, n°2, 2009, p. 259-275.

ces dernières années à un déplacement des normes du dicible et de l'indicable, notamment depuis la présidence de Nicolas Sarkozy. Et ce déplacement a potentiellement joué en faveur d'une hausse de l'acceptabilité des idées du FN, sans qu'il soit possible de la mesurer avec précision. On peut ainsi considérer que, dans la bouche de l'ancien président, la parole frontiste s'est parée d'une nouvelle légitimité. Il faut se souvenir que c'est en tant que président de la République, et donc « gardien » de la Constitution, que Nicolas Sarkozy a déclaré en mai 2012 qu'il ne voyait « pas pourquoi on ne pourrait pas être pour la préférence nationale » – principe qui reste pourtant anticonstitutionnel. Il faut encore se rappeler qu'il s'est adressé, entre les deux tours de l'élection présidentielle de 2012, aux « petits », aux « sans-grade », dans les mêmes termes que ceux employés par Jean-Marie Le Pen en 2002. Tout cela après avoir été à l'initiative de la création d'un ministère de l'immigration et à l'identité nationale et amplement participé de la stigmatisation des Roms. Depuis lors, la droite – mais aussi certains acteurs de gauche⁴

⁴En novembre 2013, alors qu'il est encore Ministre de l'Intérieur, Manuel Valls déclare que les Roms sont des « populations qui ont des modes de vie extrêmement différents des nôtres et qui sont évidemment en confrontation », ajoutant que ces populations avaient vocation à revenir en Bulgarie et en Roumanie. Suite à ces propos, le MRAP a porté plainte contre Manuel Valls pour provocation à la haine, la violence et la discrimination raciste.

– n'ont pas cessé de courir après l'extrême droite⁵ en banalisant à chaque fois un peu plus les thèses du FN. L'acceptabilité croissante de ce discours xénophobe est certes favorisée par le contexte actuel de crise économique. Mais ce contexte ne justifie sans doute pas que l'on perde le sens de la mesure. Car on ne saurait oublier que les Roms (sur lesquels se cristallise une partie de la xénophobie actuelle) ne constituent qu'une petite minorité en France, que l'impact des immigrés sur le taux d'emploi est presque nul, que l'immigration coûte moins cher à l'Etat qu'elle ne lui rapporte, que la France n'est pas le premier pays d'accueil en Europe... L'absence d'une parole forte capable de rappeler cette réalité fait aujourd'hui cruellement défaut. Car la croyance selon laquelle les difficultés que rencontre une partie des Français s'expliqueraient par l'immigration s'est désormais solidement

⁵ Comme l'illustrent encore les déclarations de Guy Teissier, député UMP et président de la communauté urbaine Marseille Provence métropole (MPM), le 17 avril de 2014 : « Ce n'est pas parce qu'on est des gens du Midi qu'il faut qu'on s'africanise. On doit avoir un comportement normal dans notre société [...] Il est sûr que certains compatriotes doivent changer leurs gestes, ne plus jeter les déchets par terre. Il faut trouver ensemble des moyens pédagogiques pour éviter que certains comportements ne s'africanisent [...] Vous êtes déjà allé en Afrique ? Et alors ? Ce que j'ai dit est une réalité. Je pense qu'en Afrique, la propreté n'est pas une priorité ». Le MRAP est à l'origine d'un dépôt de plainte collectif pour « diffamation publique à caractère racial ».

installée, nourrie, il est vrai, et là encore, par un certain nombre de médias qui en hystérisent les représentations⁶.

On peut ainsi penser que la banalisation des idées frontistes a atteint un niveau inédit à ce jour. Désormais, Jean-Marie Le Pen peut déclarer que « Monseigneur Ebola » pourrait régler « l'explosion démographique » (sous-entendue l'immigration) en « trois mois » et obtenir dans la foulée près de 30 % des voix dans la circonscription du Sud-Est à l'occasion des élections européennes. Or, il y a encore quelques années, les saillies verbales de l'ancien président du Front national auraient non seulement provoqué une indignation générale mais se seraient également traduites par une baisse au moins ponctuelle de ses soutiens dans l'opinion et, par extension, dans le corps électoral. Manifestement, ces effets de disqualification sont aujourd'hui devenus nuls.

⁶ Dans son édition du 22 avril 2014, et pour ne prendre que cet exemple récent, le quotidien *Le Progrès* établit une corrélation entre origines ethniques et délinquance, en désignant les Roms comme les principaux responsables de la criminalité organisée, les Africains comme les principaux responsables de la prostitution, les Marocains et les Albanais comme les principaux responsables du trafic de stupéfiants. La section du Syndicat national des journalistes (SNJ) du *Progrès* a protesté dans un communiqué. SOS Racisme, le MRAP du Rhône et l'Union des étudiants juifs de France ont porté plainte pour incitation à la haine raciale.

Un parti qui n'a pas beaucoup changé

Cette banalisation est-elle liée à une transformation du FN, qui serait devenu, sous la présidence de Marine Le Pen, un « nouveau parti », un parti « dédiable », un parti « comme les autres » ? Là encore, on peut s'étonner de la force avec laquelle cette lecture de la réalité frontiste s'est imposée, car la comparaison entre le FN lepéniste et le FN mariniste fait ressortir bien plus d'invariants que de nouveautés.

Concernant la stratégie de dédiable, il faut commencer par rappeler que le FN a toujours cherché à se « respectabiliser » dès lors qu'il s'est inscrit dans une logique de conquête du pouvoir⁷. La création même du parti relève de l'adoption de cette stratégie, puisque le FN est fondé en 1972 par les responsables du mouvement néofasciste Ordre nouveau dans le but de se constituer une façade politique légaliste et de participer aux élections législatives de 1973. Mais bien plus, il faut noter que l'entreprise de « dédiable » de Marine Le Pen s'inspire en grande partie de la stratégie mise en œuvre par Bruno Mégret à partir du milieu des années 1980, qu'il s'agisse de l'euphémisation du discours (hier la

⁷ Pour une analyse des stratégies du Front national, je me permets de renvoyer à : Alexandre Dézé, *Le Front national : à la conquête du pouvoir ?*, Paris, Armand Colin, 2012.

préférence nationale, aujourd'hui la priorité nationale), de la création d'une structure périphérique visant à attirer des candidats de droite (hier le Rassemblement national, aujourd'hui le Rassemblement bleu marine), de la politique de main tendue en direction de la droite (hier le programme minimum commun des élections régionales de 1998, aujourd'hui la charte d'action municipale au service du peuple français), de la création de groupes d'experts (hier le Conseil scientifique du Front national, aujourd'hui le think tank « Idées nation »), ou de la captation de personnes ressources censées attester la normalité politique du parti (hier l'énarque Jean-Yves Le Gallou ou l'universitaire Jules Monnerot, aujourd'hui l'avocat Gilbert Collard ou l'humoriste Jean Roucas).

Concernant le programme, là encore, on doit bien constater que le FN a plutôt tendance à camper sur ses fondamentaux. Ainsi, le rejet du « système », la préférence nationale, la défense de la nation, la critique de l'Union européenne, le rejet de « l'immigration massive », l'islamophobie, le principe de mise en corrélation du chômage et de l'immigration, la dénonciation de l'« insécurité » comme « fléau humain et économique », l'anti-mondialisme, la restauration de la souveraineté populaire par « l'instauration du référendum d'initiative populaire », la décadence ou encore le rétablissement de la peine de mort, sur lequel

Marine Le Pen souhaiterait pouvoir consulter les Français au moyen d'un référendum... constituent autant d'invariants du programme frontiste. Même la thématique sociale qu'on a pu présenter comme un élément novateur fait partie depuis longtemps des orientations du parti. Ainsi, la rupture avec les positions ultralibérales autrefois adoptées par le FN ne date pas de Marine Le Pen mais du début des années 1990, au moment où le parti commence à s'intéresser aux thématiques sociales pour davantage coller à l'évolution de la sociologie de son électorat. C'est à cette époque que l'un des principaux slogans du parti devient : « Le Front national, c'est le social ». Certes, il y a bien quelques innovations repérables dans les orientations programmatiques frontistes version Marine Le Pen, mais elles ne sont que de façade : s'il n'est pas résolument nouveau au FN, le discours « républicain » est plus accentué que par le passé, mais sa finalité apparaît en dernier ressort conforme à la rhétorique frontiste, puisqu'il vise surtout à dénoncer l'islam et à le présenter comme incompatible avec les fondements du régime politique français. De même, Marine Le Pen a pu annoncer à l'issue des élections municipales de 2014 qu'elle n'entendait pas faire des villes frontistes nouvellement conquises des « laboratoires idéologiques » du parti, affichant de la sorte une claire volonté de rupture avec la gestion désastreuse des municipalités FN dans la deuxième moitié des

années 1990. Mais les premières mesures prises par les nouveaux maires frontistes tendent plutôt à s'inscrire dans la pleine orthodoxie du parti : réduction du financement ou suppression des locaux pour les associations défendant les droits de l'homme, luttant contre le racisme ou jugées trop proches de la gauche (à Hénil-Beaumont, Villers-Cotterêts, Mantes-la-Ville) ; mesures sécuritaires (augmentation du nombre de policiers et couvre-feu pour les mineurs moins de 13 ans à Béziers) ; mise en cause des lieux de culte musulman (à Fréjus, à Mantes-la-Ville) ; projet d'interdiction de l'étude surveillée du matin pour les élèves de primaire dont les parents sont sans emploi (à Béziers).

Concernant le leadership, on a beaucoup insisté sur les différences de style entre Jean-Marie Le Pen et Marine Le Pen. Elle s'est certes clairement distinguée de son père et de ses positions sur la Shoah. Mais sur le reste, les ressemblances apparaissent plutôt flagrantes. Lorsqu'elle assimile les prières de rue à une « occupation » (décembre 2010) ; lorsqu'elle parle de « mondialisation identicide », de « Tchernobyl moral » ou de « monstre européiste » (janvier 2011) ; lorsqu'elle propose de dérembourser ce qu'elle appelle les « IVG de confort » (mars 2012) ; lorsqu'elle se prononce pour l'interdiction du voile islamique et de la kippa dans les lieux publics en France (septembre

2012) ; lorsqu'elle affirme que « La France est la maîtresse des USA et la catin d'émirs bedonnants » (septembre 2013) ; lorsqu'elle déclare qu'elle veut « détruire l'Union européenne » (mai 2013)... Marine Le Pen ne fait finalement que reproduire fidèlement la marque du discours lepéniste, contribuant ainsi à entretenir la singularité lexicale du parti. Faut-il par ailleurs rappeler que la présidente du parti ne dispose plus actuellement de son immunité de député européen pour ses propos de décembre 2010 sur les prières de rue ?

Enfin, sans entrer dans le détail, il faut bien admettre que la géographie et la sociologie de l'électorat frontiste restent également assez stables pour l'instant⁸. Sur ce point, deux idées reçues méritent là encore d'être battues en brèche. Tout d'abord, le vote FN n'est pas en train de basculer d'un vote de protestation vers un vote d'adhésion. En fait, ce basculement est annoncé depuis bientôt 20 ans⁹ ! C'est dire s'il ne renvoie à aucune

⁸Sur la géographie du vote FN aux élections européennes de 2014, cf. par exemple Hervé Le Bras, « La carte du vote FN ou la France partagée en deux », *Libération*, 27 mai 2014. Pour une première analyse de la sociologie du vote FN à ces mêmes élections, cf. « Élections européennes 2014. Comprendre le vote des Français », IPSOS, Steria, mai 2014.

⁹ Pour une mise en discussion pionnière, cf. Nonna Mayer, « Du vote lepéniste au vote frontiste », *Revue française de science politique*, vol. 47, n°3-4, 1997, p. 438-453.

nouveauté tangible et s'il n'est en rien lié à la présidence frontiste de Marine Le Pen. Mais bien plus, il importe de rappeler que le vote est un phénomène complexe qui ne saurait être réduit à une logique d'explication particulière, qu'il s'agisse d'une logique de protestation ou d'une logique d'adhésion – deux logiques qui, par ailleurs, ne sont pas nécessairement opposées, puisque l'on peut très bien voter pour un parti par adhésion à ses idées mais aussi, et simultanément, par protestation à l'égard des autres partis. Ensuite, il faut se défaire de l'idée selon laquelle les électeurs de gauche seraient toujours plus nombreux à rejoindre le FN. On entend ainsi souvent des journalistes ou des commentateurs politiques affirmer qu'en raison de son « nouveau » discours social, le FN absorberait une partie toujours plus importante de ces électeurs de gauche. On a pu ainsi parler de « gaucholepénisme », une expression que l'on doit à Pascal Perrineau, mais il est sans doute préférable de parler d'« ouvriérolepénisme » (selon Nonna Mayer), car ce sont toujours moins des électeurs de gauche que des ouvriers (anciennement abstentionnistes ou de droite) qui votent pour le FN. Ainsi, d'après les résultats de l'enquête *French Electoral Study*, 9 % des ouvriers qui ont voté pour Marine Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle de 2012 se considèrent comme « de gauche », contre 49% « de droite » et 29 % du « centre ».

Le Front national n'a donc pas beaucoup changé, ce qui n'a finalement rien de surprenant. On ne change pas un parti aussi facilement et en aussi peu de temps, et pour l'instant, on peut même dire que le FN n'a pas trop intérêt à changer. La dédiablement lui est certes indispensable s'il veut conquérir le pouvoir, mais la diabolisation l'est tout autant s'il veut se maintenir en politique : la radicalité continue en effet de constituer l'une de ses principales ressources en politique car elle lui permet d'exister en politique, de se distinguer dans la compétition électorale et de rassurer ses soutiens attachés à une définition radicale de la doctrine frontiste. Il ne faudrait pas se tromper : c'est bien à l'évocation des thèmes de l'immigration et de l'insécurité, et lorsque le discours emprunte au registre traditionnel du FN, que les militants ou les sympathisants réunis en meeting se mettent à vibrer.

Pour l'heure, donc, l'évolution du FN se caractérise avant tout par une grande continuité. Ce qui n'a pas empêché un certain nombre de médias d'entretenir l'illusion selon laquelle le parti se serait dédiablement, une illusion construite à grand renforts de reportages souvent condescendants¹⁰ et d'enquêtes sondagières aux résultats plus que

¹⁰ Voir sur ce point l'enquête éclairante de Marine Turchi, « Le Pen, les médias et le "FN new look" », *Mediapart*, 16 septembre 2013.

discutables¹¹. Car avant même que Marine Le Pen n'ait entrepris la moindre opération de rénovation, les responsables d'instituts en étaient déjà à célébrer les effets « magiques » de sa stratégie de dédramatisation et l'avènement d'un « nouveau » Front national ». En mars 2011, soit à peine quelques semaines après son élection à la présidence du FN, certains responsables de l'institut TNS SOFRES pouvaient ainsi déclarer sans grande hésitation : « Si nos études montrent une progression des intentions de vote en faveur de Marine Le Pen [...], cette évolution semble surtout liée au processus de dédramatisation du parti consécutif à l'accession de Marine Le Pen à sa Présidence et aux inflexions idéologiques entamées plutôt qu'à une évolution de son image personnelle »¹². À la fin du mois de mars 2011, Gaël Sliman, directeur général de BVA, expliquait dans des termes similaires: « Alors que la politique économique du gouvernement bat un nouveau record d'impopularité avec 75% de mauvaises

¹¹ Pour une analyse critique des résultats des enquêtes sondagières ayant contribué à l'édification de ce « nouveau » Front national, je me permets de renvoyer ici à Alexandre Dézé, « La banalisation du FN, mirage sondagier », *Médiapart*, 14 février 2012 ; « La banalisation médiatique du FN », *Libération*, 11 février 2013 ; « Il faut relativiser la victoire du FN à Brignoles », *Lesinrocks.fr*, 14 octobre 2013.

¹² Sources : <http://www.tns-sofres.com/etudes-et-points-de-vue/leffet-marine-le-pen>. Dernière consultation : juin 2014.

opinions, Marine Le Pen semble avoir clairement gagné son pari de la dédramatisation et même de la normalisation de son parti : pour la première fois le FN est désormais considéré comme "un parti comme les autres" par une majorité de Français »¹³. Depuis lors, cette thèse n'a cessé d'être martelée pour finir par s'imposer comme une réalité. La prophétie a fini par se réaliser...

Le FN est-il « populiste » ?

L'évolution récente du Front national a relancé la question – récurrente depuis son émergence politique – de sa qualification. Et comme à chaque fois, c'est le terme de populisme qui semble s'être imposé dans le débat. S'agit-il pour autant d'une qualification adéquate ?

Définir le populisme implique en premier lieu de rappeler que cette notion ne saurait être confondue avec celle d'extrême droite. Aujourd'hui, les deux labels sont souvent utilisés comme synonymes, notamment dans le discours médiatique et politique. Or le populisme est loin de se limiter à l'extrême droite. La notion a en effet été utilisée pour

¹³ Sources :

http://www.bva.fr/data/sondage/sondage_fiche/987/fichier_barometre_de_la_politique_economique_vague_17_-_28_mars_20119e344.pdf. Dernière consultation : juin 2014.

désigner un nombre incommensurable de phénomènes, mouvements ou personnalités n'ayant quasiment rien à voir les uns avec les autres : du courant intellectuel russe des Narodniki à la révolte des Grangers américains, du poujadisme à l'altermondialisme, de Lech Walesa à Arnold Schwarzenegger, du sociologue Pierre Bourdieu au chanteur Renaud, d'Internet au guide Michelin... L'élasticité sémantique de la notion semble ainsi sans limite. Il reste qu'à force de tout signifier, le populisme ne signifie plus grand-chose. Il est comme le soulier d'une Cendrillon introuvable, écrivait Isaiah Berlin : tous les pieds peuvent s'y glisser mais aucun ne lui convient parfaitement ! On peut bien sûr tenter de repérer ce qu'il y a de commun dans ses diverses manifestations. On trouvera alors que le populisme renvoie, au mieux, à un « style politique » auquel se mêle généralement un discours d'exaltation du peuple et de ses propriétés supposées, par exemple son « bon sens ». Mais une telle définition limite à peine le champ de ses possibles applications puisque, par exemple, tout acteur politique est susceptible, dans la compétition électorale, d'adopter un tel style. Certains spécialistes considèrent à ce titre que le populisme s'inscrit en tension dans les fondements mêmes du jeu démocratique, ce qui tendrait finalement à en faire un phénomène plutôt banal. Cependant, comme je l'ai indiqué, la notion est surtout utilisée aujourd'hui pour

désigner les formations et les acteurs d'extrême droite. Or, si on prend le cas du Front national, le « style » ou la rhétorique populiste y sont certes repérables, mais ils ne constituent en rien une propriété exclusive de ce parti et ne suffisent pas à dire ce qu'il est. La notion ne permet donc pas de le qualifier de manière satisfaisante. Pierre-André Taguieff a proposé le label de national-populiste, qui a le mérite de spécifier les orientations idéologiques qui sous-tendent le style et la rhétorique frontistes (centrés autour de la défense de l'identité nationale), et donc de constituer une catégorie distinctive. Pour ma part, je préfère utiliser la notion d'extrême droite : le FN est un parti d'extrême droite parce qu'il est le parti qui, en France, se situe (ou est situé) le plus à droite de l'échiquier politique, et parce que son idéologie se compose d'un ensemble de traits invariants (le nationalisme, la xénophobie, la préférence nationale, la demande d'un Etat fort, l'anti-système) qui le rattachent aux idéologies d'extrême droite. À l'heure où une part croissante de la population semble considérer ce parti comme un parti normal, il serait peut-être temps de réaffirmer précisément ses propriétés extrêmes droitières.